

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 22 janvier 2015

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**38 2014.RRGR.498 Motion 102-2014 Imboden (Berne, Les Verts)
Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage**

N° de l'intervention: 102-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 27.04.2014
Déposée par: Imboden (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
Cosignataires: 9
N° d'ACE: 1418/2014 du 26 novembre 2014
Direction: JCE

Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage

Le Conseil-exécutif est chargé de :

1. créer les bases légales et les conditions d'aménagement du territoire nécessaires, p. ex. au moyen d'un plan de quartier cantonal, pour que le canton de Berne puisse rapidement réaliser un nombre suffisant d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage ;
2. examiner s'il est possible de contraindre les propriétaires à mettre à disposition leurs terrains ou si le canton peut les y inciter financièrement ;
3. prévoir les moyens financiers nécessaires à la réalisation des aires de séjour et de transit, notamment dans le budget, le PIMF et le compte des investissements ;
4. créer un comité de réflexion composé de représentants et représentantes du canton de Berne, des communes et des minorités concernées, chargé de perfectionner la « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne » de 2013 ;
5. expliquer dans un rapport comment et où prévoir et réaliser suffisamment d'aires de séjour et de transit à moyen et à long terme.

Développement

Les manifestations des gens du voyage à Berne et à Nidau/Bienne en avril 2014 sont révélatrices d'un problème actuel. En dépit des directives de la Confédération de 1998, des travaux préliminaires du canton et des interventions parlementaires déposées (« Création rapide d'aires de séjour et de transit pour les gens du voyage » du 31.1.2011), le canton de Berne n'a toujours pas assez d'aires de séjour et de transit. Malgré l'adjonction d'une fiche de mesures au plan directeur lors des adaptations de 2010 et la « Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne », publiée en septembre 2013, aucun nouvel emplacement n'a encore pu voir le jour. Or l'évaluation des sites visait à trouver au moins un emplacement adéquat dans le périmètre de chacune des six conférences régionales. Il faut concrétiser cet objectif.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1:

Les bases en matière d'aménagement du territoire nécessaires à la création de nouvelles aires de séjour et de transit existent déjà.

La Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales (RS 0.441.1) a été ratifiée par la Suisse le 21 octobre 1998. Depuis lors, les gens du voyage suisses constituent une minorité nationale au sens de cette convention. L'article 3 LAT prévoit que les territoires réservés à l'habitat soient aménagés selon les besoins de la population. Il s'applique donc également aux besoins spécifiques des gens du voyage de nationalité suisse.

Le 28 mars 2003, le Tribunal fédéral a expressément reconnu le droit des gens du voyage à disposer d'aires de séjour et de transit adéquates et prévu que celles-ci soient envisagées et assurées par des plans d'aménagement du territoire (ATF 129 II 321).

A l'échelon cantonal, le Conseil-exécutif s'est déjà occupé de la création d'aires de séjour et de transit supplémentaires en adoptant les lignes directrices «Aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage dans le canton de Berne» (2011), la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne» (2013) ainsi que la fiche de mesure D_08 du plan directeur cantonal «Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage». En se fondant sur l'article 102 de la loi cantonale sur les constructions, le Conseil-exécutif peut également édicter un plan de quartier cantonal pour garantir la disponibilité d'une aire par des mesures d'aménagement.

Le Conseil-exécutif est d'avis qu'il existe suffisamment de bases légales et d'études en matière d'aménagement du territoire pour que la réalisation d'aires de séjour et de transit supplémentaires pour les gens du voyage dans le canton de Berne soit possible.

Point 2:

Aujourd'hui déjà, le canton de Berne a la possibilité d'acquérir des parcelles qui se prêtent à la réalisation de nouvelles aires de séjour et de transit pour les gens du voyage ou de s'assurer leur utilisation sous une forme appropriée selon les règles du droit privé. Lors de l'appréciation des sites, les parcelles disponibles sans investissements supplémentaires sont favorisées (parcelles appartenant à la Confédération, au canton ou aux communes). Il incombe aux services cantonaux compétents de négocier les contrats d'utilisation avec les propriétaires fonciers privés. L'édiction d'un plan de quartier cantonal prévu par l'article 102 LC permet en principe au canton de Berne d'exercer un droit d'expropriation dans les zones affectées à des besoins publics.

Point 3:

Le 28 mai 2014, le Conseil-exécutif a chargé la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques d'appliquer la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne». Il a décidé parallèlement qu'aucune ressource supplémentaire ne serait prévue dans le budget 2015 et le plan intégré «mission-financement» 2016 à 2018. Si des projets concrets se présentent, les contributions nécessaires seront accordées aux communes concernées et, le cas échéant, des moyens seront mis à disposition sous la forme de crédits supplémentaires concernant les budgets de l'Office de la culture et de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire (ACE 691/2014).

Point 4:

La Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, la Direction de la police et des affaires militaires, la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale et la Direction de l'instruction publique ont institué en 2008 un groupe de travail commun pour la planification et la mise en œuvre de mesures répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage conformément à l'article 23 OEA. Celui-ci planifie des mesures répondant aux besoins spécifiques des gens du voyage, coordonne les activités des services cantonaux et de tiers éventuels, examine les demandes de subvention ou d'autres mesures en faveur des gens du voyage et soumet une proposition aux services compétents. Le groupe de travail est dirigé par un représentant de la Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Au surplus, il se constitue lui-même. Il peut en cas de besoin s'adjoindre d'autres représentants de services cantonaux ou des tiers.

Depuis le mois de mai 2014, le groupe de travail dispose d'une commission qui s'occupe du développement de la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage dans le canton de Berne» et de la recherche de sites.

Le groupe cantonal «Gens du voyage» et sa commission disposent chacun d'un représentant de la «Radgenossenschaft» et, depuis mai 2014, d'un représentant du nouveau «Mouvement des voyageurs suisses».

La création d'un groupe de réflexion supplémentaire est donc superflue et ne ferait que compliquer inutilement les processus administratifs.

Point 5:

L'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire, le groupe de travail «Gens du voyage» et la commission de ce dernier vont continuer à développer la «Stratégie relative au choix des emplacements pour les gens du voyage» et mettre en œuvre le mandat du Conseil-exécutif du 28 mai 2014 (ACE 691/2014). Le processus et les résultats seront régulièrement intégrés à des rapports et à des procès-verbaux internes à l'administration. Par conséquent, la rédaction d'un rapport supplémentaire est inutile, d'autant plus qu'elle entamerait davantage les ressources déjà limitées de l'administration cantonale.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Point 1: adoption et classement

Point 2: adoption et classement

Point 3: rejet

Point 4: rejet

Point 5: rejet

La présidente. Nous passons tout de suite à l'affaire 38, motion de Mme Imboden, Création dans le canton de Berne des places nécessaires pour les gens du voyage. Vous ne vous êtes pas annoncée, Madame. J'aimerais que les porte-parole de groupe s'annoncent. C'est à vous Madame.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Wir haben nun einen Themawechsel, doch auch hier handelt es sich um ein wichtiges Anliegen. Es geht um die Schaffung von Stand- und Durchgangsplätzen für Fahrende. Die Protestaktionen von Fahrenden, die letztes Jahr in Bern und in Nidau stattfanden, wiesen auf ein Problem hin, welches zugegebenermassen nicht nur, aber eben auch im Kanton Bern besteht: Es hat zu wenige Plätze, an denen sich die Fahrenden auf ihren Reisen niederlassen können. Das Reisen entspricht ihrer Lebensführung. Die Fahrenden sind als nationale Minderheit anerkannt. Den Angehörigen dieser Minderheit soll auch die Pflege ihrer Kultur und ihrer Lebensweise ermöglicht werden. Dies gilt für die Fahrenden innerhalb der Schweiz, aber es braucht auch Transitplätze für Fahrende, die auf der Durchreise sind.

Nun zum vorliegenden Vorstoss: Im Kanton Bern laufen bereits einige Vorarbeiten. (*Forte agitation dans la salle, la présidente agite plusieurs fois sa cloche.*) Wir sind froh, dass der Kanton Bern im Rahmen der Richtplananpassung 2010 diese Anliegen aufgenommen und festgehalten hat, dass die Möglichkeit besteht, Standorte für Fahrende planungsrechtlich zu sichern. In diesem Sinne sind wir mit der Annahme der Punkte 1 und 2, so wie es die Regierung schreibt, einverstanden. Auch mit der Abschreibung sind wir einverstanden. Die beiden nächsten Punkte des Vorstosses verlangen, dass man genügend Ressourcen zur Verfügung stellt, um die ersten Punkte umzusetzen, und dass man gemeinsam mit den Fahrenden, den Gemeinden und allen übrigen Betroffenen nach Lösungen sucht. Hier schreibt die Regierung, dies werde bereits in diesem Sinn und Geist gemacht. Darum ziehen wir die Punkte 3 und 4 des Vorstosses zurück. Der letzte Punkt bringt ein wichtiges Anliegen zum Ausdruck. Man konnte feststellen, dass die Diskussion über diese Standplätze in der Öffentlichkeit zu vielen Kontroversen geführt hat. Deshalb ist es wichtig, dass man die Öffentlichkeit breit informiert. In der Antwort auf die Ziffer 5 schreibt der Regierungsrat, er werde den Prozess und die Ergebnisse der Abklärungen zu der Frage, wo man die Standplätze errichten wolle, in verwaltungsinternen Berichten und Protokollen festhalten. Uns ist es ein Anliegen, dass dies alles nicht nur in den Protokollen steht. Wie wir festgestellt haben, hat dieses Thema Emotionen ausgelöst. Wir finden es wichtig, dass die Regierung auch die breite Öffentlichkeit darüber informiert, wo die Standplätze sind und wann sie eröffnet werden. Es mag gut und recht sein, dies in Protokollen festzuhalten, Herr Neuhaus, aber manchmal reicht es nicht, ein Protokoll zu schreiben. Es ist auch wichtig, die Öffentlichkeit zu informieren. (*La présidente agite sa cloche.*) Wir werden an der Ziffer 5 festhalten als Aufforderung an den Regierungsrat, etwas weniger zu protokollieren und mehr zu kommunizieren.

La présidente. . Mme Imboden, je n'ai pas bien compris; vous êtes d'accord avec les points 1 et 2 et le classement des deux points? C'est juste? – Oui. Vous avez retiré les points 3 et 4, cela je l'ai entendu. J'aimerais donc tout d'abord savoir s'il y a quelqu'un qui conteste le point 1 en tant que motion et le classement? – Oui, donc on continue sur toute la motion. Je vous prierais de vous concentrer sur les points 1, 2 et 5, puisque que les points 3 et 4 ont été retirés.

Daphné Rüfenacht, Bienne (Les Verts). Sie haben es gehört: Wir sind damit einverstanden, die Punkte 1 und 2 abzuschreiben. Ich verstehe wirklich nicht, warum diese bestritten sind. Die raumplanerischen Grundlagen scheinen vorhanden zu sein. Auch die Frage, ob die Eigentümer gezwungen werden können, oder ob es finanzielle Anreize geben soll, wird geprüft. Ich nehme nun zu Punkt 5 Stellung. Das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) wird mit der «Arbeitsgruppe Fahrende» gemeinsam das Standortkonzept weiterentwickeln. Zudem wurde das AGR beauftragt, bis 2017 drei bis fünf neue Stand- und Durchgangsplätze für Schweizer Jenische und einen bis zwei Durchgangsplätze für ausländische Fahrende zu realisieren. Dies freut die Grünen. Aufgrund des öffentlichen Interesses nach der Situation im letzten Sommer hat es aus beiden politischen Lagern mehrere Vorstösse gegeben. Wegen dieses öffentlichen Interesses erachten es die Grünen als wichtig, dass ein entsprechender Bericht über das weitere Vorgehen verfasst wird und öffentlich zugänglich ist. Wir fordern keine 300 Seiten, sondern nur, dass das Vorgehen bis zur Umsetzung, die 2017 abgeschlossen werden soll, schriftlich festgehalten und öffentlich zugänglich gemacht wird.

Hubert Klopfenstein, Bienne (PLR). Es ist bezeichnend, dass man zwei Punkte zurückziehen muss, nachdem man sie bereits gross verkündet hat. Den Punkten 1 und 2 kann man zustimmen, aber man soll sie bitte möglichst rasch abschreiben. Manchmal ist es gut, dass der Kanton nicht mehr Geld hat. Als Bürgerlicher bin ich manchmal froh, dass man gewisse unsinnige Projekte nicht umsetzen muss, weil man knapp bei Kasse ist. Der Punkt 5 ist noch strittig. Es braucht nicht schon wieder einen zusätzlichen Bericht, Frau Rüfenacht. So wie ich es verstanden habe, ist die Regierung bereits am Wirken. Trotzdem bin ich froh, wurde dieser Vorstoss unterbreitet. Nun kann ich nämlich eine Frage stellen und bin nicht ganz umsonst ans Rednerpult gekommen. Letzten Mai oder Juni wurde ein Vorstoss von mir überwiesen, in dem es hiess, der Kanton soll Kontakt mit dem Bund aufnehmen betreffend die ausländischen Fahrenden in unserem Kanton. Die FDP setzt sich zwar ein für die einheimischen, jenischen Fahrenden, doch die FDP will nicht, dass man im Kanton Bern Standplätze für ausländische Fahrende sucht. Deshalb könnte mir Regierungsrat Neuhaus vielleicht erklären, wie weit diese Gespräche mit dem Bund bereits fortgeschritten sind. Doch wie gesagt: Die FDP unterstützt den regierungsrätlichen Antrag vollumfänglich.

Erich Feller, Münsingen (PBD). Auf dem Kantonsgebiet bestehen immer noch zu wenige Stand- und Durchgangsplätze für Fahrende. Zu deren Realisierung sind jedoch verschiedene Schritte erforderlich. Gemäss Regierungsrat sollen die rechtlichen Voraussetzungen geschaffen worden sein. Ein Standortkonzept wurde erstellt. Im Mai 2014 beauftragte der Regierungsrat die JGK mit der Umsetzung des Konzepts. Zu den Kosten sage ich nichts mehr. Über Prozesse und Entscheide werden Protokolle geführt, und zusätzlich werden verwaltungsintern Berichte erstellt, sodass die erforderlichen Dokumentationen vorhanden sind. Aus unserer Sicht sind keine zusätzlichen Berichte erforderlich. Die BDP-Fraktion unterstützt grossmehrheitlich die Anträge der Regierung, wonach die Punkte 1 und 2 angenommen und abgeschrieben und Punkt 5 abgelehnt werden soll.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion ist wie die Regierung der Meinung, dass die Punkte 1 und 2 der Motion angenommen und abgeschrieben werden sollen. Dass Stand- und Durchgangsplätze fehlen, liegt nicht an den rechtlichen Grundlagen, sondern bei der konkreten Umsetzung und im Vollzug. Punkt 5 der Motion verlangt einen Bericht zum Stand der kurz- bis mittelfristigen Planung. Wie die Regierung sind wir der Meinung, die Erarbeitung eines zusätzlichen Berichts sei nicht nötig. Wir gehen jedoch davon aus, dass uns die JGK im Sinne einer transparenten Kommunikation frühzeitig und von sich aus über den Stand der Planung der vorgesehenen Stand- und Durchgangsplätze informieren wird. Deshalb lehnen wir Punkt 5 ab.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Die Motion, über die wir nun diskutieren, leidet an einem grundsätzlichen – um nicht zu sagen handwerklichen – Fehler: Sie unterscheidet nicht zwischen in- und ausländischen Fahrenden. Wir haben bei der Diskussion über die Motion Klopfenstein

mehrfach von verschiedenen Seiten betont, wie wichtig diese Unterscheidung zwischen in- und ausländischen Fahrenden ist. Es sind gerade die ausländischen Fahrenden, welche viele Probleme verursachen. Deshalb hat die Mehrheit des Grossen Rates eine Motion überwiesen, die fordert, dass die Zuständigkeit für die Schaffung, den Betrieb und die Finanzierung von Standplätzen für ausländische Fahrende dem Bund zugewiesen wird. Der Kanton Bern kann nun nicht wie die alte Fasnacht hinterherlaufen und doch wieder kantonale Zuständigkeiten für Fahrende verlangen. Dies ist widersprüchlich und gibt namentlich auch ein falsches Signal an den Bund, von dem wir doch jetzt Lösungen erwarten. Zu den Punkten 1 und 2: Für uns ist hier Annahme und Abschreibung nur eine Notlösung. Wir möchten, dass die Punkte 1 und 2 abgelehnt werden, deshalb auch die Bestreitung. Da die Motionärin fordert, dass man Instrumente einführt, die man im Grunde genommen heute schon hat, ist der Vorstoss völlig überflüssig. Deshalb muss man ihn nicht abschreiben, sondern ablehnen. Doch wahrscheinlich geht es darum, die Instrumente, die man schon hat, künftig vermehrt anzuwenden. Dies finden wir im Grundsatz falsch. Alles, was über das bundesrechtliche Minimum hinausgeht, soll nicht an die Hand genommen werden. Wir wollen namentlich kein Präjudiz schaffen für weiter reichende Eingriffe in die Gemeindeautonomie oder sogar für den vermehrten Einsatz von kantonalen Überbauungsordnungen. Dies sind Enteignungstitel. Das widerstrebt unserem freiheitlichen Verständnis zutiefst. Wir haben hier somit grundsätzliche Bedenken und lehnen das Anliegen deshalb ab. Punkt 5 lehnen wir ebenfalls ab. Es bringt recht wenig bis nichts, zusätzliches Papier zu produzieren. Der Regierungsrat legt überzeugend dar, dass hier zusätzliche Ressourcen gebunden würden, die man sicher anderswo besser einsetzen könnte. Die JGK ist ja nicht gerade arbeitslos. Zusätzliches Papier bringt uns nichts und dem Kanton Bern nichts; es bringt nicht einmal den Fahrenden etwas. Ich bitte Sie, alle verbliebenen Punkte abzulehnen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Eigentlich geht es nur um den 5. Punkt. Die anderen sind weitgehend unbestritten. Wir werden so abstimmen, wie es die Regierung vorschlägt. Wir werden Punkt 5 aus einem einzigen Grund ablehnen: Es bringt unseres Erachtens nichts, wenn man einen zusätzlichen Bericht erstellt. Die Kommunikation muss durch und auch für diejenigen erfolgen, die auch ein Interesse an ihr haben. Ich persönlich muss nicht unbedingt wissen, ob es einen neuen Platz für Fahrende gibt, weil ich diesen schlicht und einfach nicht benötige. In der Arbeitsgruppe, die sich damit befasst, sind auch Vertreter der Fahrenden dabei. Man darf die Ergebnisse auch nicht zu früh kommunizieren, sonst hat man allenfalls ein Problem mit den Gemeinden. Dies ist ähnlich wie bei den Unterkünften für Asylbewerber. Wenn es wirklich soweit ist, dass man etwas kommunizieren kann, dann wird dies auch geschehen. Es soll durch jene kommuniziert werden, die auch ein Interesse daran haben. Dies sind die Fahrenden selbst. Die wissen dann auch, wem sie es sagen müssen, nämlich denjenigen, die es wirklich interessiert. Dazu gehören die wenigsten von uns hier im Rat, zumindest nicht im Sinn der persönlichen Betroffenheit.

Peter Siegenthaler, Thoune (PS). Auch die SP sagt noch etwas zu diesem «überflüssigen» Vorstoss, Herr Klopfenstein. Wir finden ihn nicht so überflüssig, da er nach unserer Wahrnehmung ein wichtiges Thema aufgenommen hat. Die SP-Fraktion ist bei den Punkten 1 und 2 mit Ausnahme der Abschreibungsfrage gleicher Meinung wie die Regierung. Wir nehmen zur Kenntnis, dass die Punkte 3 und 4 zurückgezogen wurden. Zu Punkt 5: Hier ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion gleicher Meinung wie der Regierungsrat. Doch da der Herr Regierungsrat schon einmal hier ist und wir erst seit rund einer Stunde tagen, kann er vielleicht etwas dazu sagen, wie der momentane Stand in Sachen Stand- und Durchgangsplätze aussieht. Dazu hört man unterschiedliche Signale. Wir in Thun haben mitgeholfen und unseren Standplatz erweitert, vor allem, was die Öffnungszeiten betrifft. Vielleicht hat Herr Neuhaus Zeit und Lust – Zeit hat er, ob er Lust hat, weiss ich nicht – etwas dazu zu sagen, wie sich der Stand der Dinge im Moment präsentiert. Wir stimmen so wie die Regierung. Die Punkte 1 und 2 wollen wir jedoch nicht abschreiben.

La présidente. Y a-t-il encore des intervenants à titre individuel? – Ce n'est pas le cas, la liste est donc close. Je donne donc la parole à M. le directeur, et M. Siegenthaler vous prie de nous donner des informations sur l'avancement des travaux.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Für die Fahrenden brauchen wir Standplätze, nicht Papier. Wenn wir die Standplätze nicht anbieten können, wird diese Kultur mittelfristig verschwinden. Betreffend Stand-

und Durchgangsplätze gehen wir so vor, dass wir zuerst die direkt Betroffenen informieren, das heisst, auf die Grundeigentümer und die Gemeinden zugehen. Ich bin sehr froh, wenn Angebote gemacht werden. Ich bin dankbar, dass zum Beispiel die Stadt Thun die Realisierung eines Standplatzes möglich macht. Zum Bund: Beim Bundesamt für Kultur hat im Dezember eine Arbeitsgruppe ihre Tätigkeit aufgenommen, der verschiedene Behördenvertreterinnen und -vertreter angehören. Wir haben den Beschluss gefasst, dass die Fahrenden ebenfalls eine paritätische Vertretung stellen dürfen. Aufgrund alter Erfahrungen sind die Fahrenden gegenüber den Behörden jedoch eher misstrauisch eingestellt. Die erste Sitzung haben sie vorzeitig verlassen. Man hat beschlossen, in verschiedenen Bereichen, wie zum Beispiel Standplätze oder Bildung, zusammenzuarbeiten. Wir werden Sie selbstverständlich wieder informieren, wenn wir Standplätze haben, doch es geht darum, Resultate zu kommunizieren, und nicht irgendwelche Absichtserklärungen. Nochmals: Für Standplätze braucht es Land, einen Stromanschluss, einen Wasseranschluss und so weiter. Papier hingegen ist etwas für die Archive.

La présidente. Est-ce que la motionnaire Mme Imboden aimerait reprendre la parole? – Non. Nous passons donc au vote. Nous aurons cinq votes: le point 1 en tant que motion, puis si vous acceptez ou non son classement; le point 2 en tant que motion, puis si vous acceptez ou non son classement; le point 5 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 92

Non 44

Abstentions 2

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 en tant que motion. Nous passons au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement du point 1 votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 114

Non 26

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le classement du point 1. Nous passons au point 2 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 87

Non 55

Abstentions 0

La présidente. Vous avez accepté le point 2 en tant que motion. Nous passons maintenant au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement du point 2 votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption	
Oui	113
Non	24
Abstentions	3

La présidente. Vous avez accepté de classer le point 2. Nous passons au point 5 en tant que motion. Ceux qui acceptent le point 5 en tant que motion votent oui et ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 5)

Décision du Grand Conseil :

Rejet	
Oui	41
Non	97
Abstentions	2

La présidente. Vous avez rejeté ce point 5.